

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 9 ΜΑΪΟΥ 1980	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 114

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1049

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Στρασβούργῳ τὴν 24ην Ἀπριλίου 1967 ὑπὸ τῶν Κρατῶν — Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ υἱοθεσίας ἀνηλίκων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Στρασβούργῳ τὴν 24ην Ἀπριλίου 1967 ὑπογραφεῖσα Διεθνὴς Σύμβασις «περὶ υἱοθεσίας ἀνηλίκων», ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τὴν ὁποίαν διετύπωσεν ἡ Ἑλλὰς κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως ταύτης περὶ μὴ δεσμεύσεώς της ὑπὸ τῆς διατάξεως τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἕπεται, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν καί, ἐν μεταφράσει, εἰς τὴν ἑλληνικήν.

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin, notamment, de favoriser leur progrès social;

Considérant que, bien que l'institution de l'adoption des enfants existe dans la législation de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, il y a dans ces pays des vues divergentes sur les principes qui devraient régir l'adoption, ainsi que des différences quant à la procédure d'adoption et aux effets juridiques de l'adoption;

Considérant que l'acceptation de principes communs et de pratiques communes en ce qui concerne l'adoption des enfants contribuerait à aplanir les difficultés causées par ces divergences et permettrait en même temps de promouvoir le bien des enfants qui sont adoptés,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

ENGAGEMENTS ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer la conformité de sa législation aux dispositions de la Partie II de la présente Convention et à notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures prises à cette fin.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'engage à prendre en considération les dispositions énoncées dans la Partie II de la présente Convention et si elle donne effet, ou Isi, après avoir donné effet, elle cesse de donner effet à l'une quelconque de ces dispositions, elle devra le notifier au Sécrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 3

La présente Convention concerne uniquement l'institution juridique de l'adoption d'un enfant qui, au moment où l'adoptant demande à l'adopter, n'a pas atteint l'âge de 18 ans, n'est pas ou n'a pas été marié, et n'est pas réputé majeur.

PARTIE II

DISPOSITIONS ESSENTIELLES

Article 4

L'adoption n'est valable que si elle est prononcée par une autorité judiciaire ou administrative ci-après appelée «l'autorité compétente».

Article 5

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 4 du présent article, l'adoption n'est prononcée que si au moins les consentements suivants ont été accordés et n'ont pas été retirés :

(a) le consentement de la mère et, lorsque l'enfant est légitime, celui du père, ou, s'il n'y a ni père ni mère qui puisse consentir, le consentement de toute personne ou de tout organisme qui serait habilité à exercer les droits parentaux à cet égard;

(b) le consentement du conjoint de l'adoptant.

2. Il n'est pas permis à l'autorité compétente :

(a) de se dispenser de recueillir le consentement de l'une des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus, ou

(b) de passer outre au refus de consentement de l'une des personnes ou de l'un des organismes visés audit paragraphe 1,

sinon pour des motifs exceptionnels déterminés par la législation.

3. Si le père ou la mère est privé de ses droits parentaux envers l'enfant, ou en tout cas du droit de consentir à l'adoption, la législation peur prévoir que son consentement ne sera pas requis.

4. Le consentement d'une mère à l'adoption de son enfant ne sera accepté que s'il est donné après la naissanee, à l'expiration du délai prescrit par la législation et qui ne doit pas être inférieur à 6 semaines ou, s'il n'est pas spécifié de délai, au moment où, de l'avis de l'autorité compétente, la mère aura pu se remettre suffisamment des suites de l'accouchement.

5. Dans le présent article, on entend par «pére» et «mére» les personnes qui sont légalement les parents de l'enfant.

Article 6

1. La législation ne peut permettre l'adoption d'un enfant que par deux personnes unies en mariage, qu'elles adoptent simultanément ou successivement, ou par un seul adoptant.

2. La législation ne peut permettre une nouvelle adoption d'un enfant que dans l'un ou plusieurs des cas suivants :

(a) lorsqu'il s'agit d'un enfant adoptif du conjoint de l'adoptant,
(b) lorsque le précédent adoptant est décédé,
(c) lorsque la précédente adoption est annulée,
(d) lorsque la précédente adoption a pris fin.

Article 7

1. Un enfant ne peut être adopté que si l'adoptant a atteint l'âge minimum prescrit à eette fin, eet âge n'étant ni inférieur à 21 ans, ni supérieur à 35 ans.

2. Toutefois, la législation peut prévoir la possibilité de déroger à la condition d'âge minimum :

(a) si l'adoptant est le père ou la mère de l'enfant, ou
(b) en raison de circonstances exceptionnelles.

Article 8

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption que si elle a acquis la conviction que l'adoption assurera le bien de l'enfant.

2. Dans chaque cas, l'autorité compétente attachera une particulière importance à ce que eette adoption procure à l'enfant un foyer stable et harmonieux.

3. En règle générale, l'autorité compétente ne considérera pas comme remplies les conditions préeitées si la différence d'âge entre l'adoptant et l'enfant est inférieure à celle qui sépare ordinairement les parents de leurs enfants.

Article 9

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption qu'après une enquête appropriée concernant l'adoptant, l'enfant et sa famille.

2. L'enquête devra, dans la mesure appropriée à chaque cas, porter notamment sur les éléments suivants:

(a) la personnalité, la santé et la situation économique de l'adoptant, sa vie de famille et l'installation de son foyer, son aptitude à éduquer l'enfant;

(b) les motifs pour lesquels l'adoptant souhaite adopter l'enfant;

(e) les motifs pour lesquels, au cas où l'un seulement de deux époux demande à adopter un enfant, le conjoint ne s'associe pas à la demande;

(d) la convenance mutuelle entre l'enfant et l'adoptant, la durée de la période pendant laquelle il a été confié à ses soins;

(e) la personnalité et la santé de l'enfant; sauf prohibition légale, les antécédents de l'enfant;

(f) le sentiment de l'enfant au sujet de l'adoption proposée;

(g) la religion de l'adoptant et la religion de l'enfant, s'il y a lieu.

3. Cette enquête devra être confiée à une personne ou à un organisme reconnus par la loi où agréés à cet effet par une autorité judiciaire ou administrative. Elle devra, dans la mesure du possible, être effectuée par des travailleurs sociaux qualifiés en ce domaine par leur formation ou par leur expérience.

4. Les dispositions du présent article n'affectent en rien le pouvoir et l'obligation qu'a l'autorité compétente de se procurer tous renseignements ou preuves concernant ou non l'objet de l'enquête, et qu'elle considère comme pouvant être utiles.

Article 10

1. L'adoption confère à l'adoptant à l'égard de l'enfant adopté les droits et obligations de toute nature qui sont ceux d'un père ou d'une mère à l'égard de son enfant légitime.

L'adoption confére à l'adopté à l'égard de l'adoptant les droits et obligations de toute nature qui sont eeux d'un enfant légitime à l'égard de son père ou de sa mère.

2. Dès que naissent les droits et obligations visés au paragraphe 1 du présent article, les droits et obligations de même nature existant entre l'adopté et son père ou sa mère ou tout autre personne ou organisme eessent d'exister. Néanmoins, la législation peut prévoir que le conjoint de l'adoptant conserve ses droits et obligations envers l'adopté si celui-ci est son enfant légitime, illégitime ou adoptif.

En outre, la législation peut maintenir pour les parents l'obligation alimentaire envers l'enfant, l'obligation de l'entretenir, de l'établir et de le doter pour le cas où l'adoptant ne remplit pas une de ces obligations.

3. En règle générale, l'adopté sera mis en mesure d'acquérir le patronyme de l'adoptant ou de l'ajouter à son propre patronyme.

4. Si un parent légitime a le droit de jouissance sur les biens de son enfant, le doit de jouissance de l'adoptant sur les biens de l'adopté peut, nonobstant le paragraphe 1 du présent article, être limité par la législation.

5. En matière successorale. dans la mesure où la législation donne à l'enfant légitime un droit dans la succession de son père ou de sa mère, l'enfant adopté est traité à cet égard de la même manière que s'il était l'enfant légitime de l'adoptant.

Article 11

1. Si l'enfant adopté n'a pas, dans le cas d'adoption par une seule personne, la nationalité de l'adoptant ou, dans le cas d'adoption par des époux, leur commune nationalité, la Partie Contractante dont l'adoptant ou les adoptants sont ressortissants facilitera l'acquisition de sa nationalité par l'enfant.

2. La perte de nationalité qui pourrait résulter de l'adoption est subordonnée à la possession ou à l'acquisition d'une autre nationalité.

Article 12

1. Le nombre d'enfants que peut adopter un même adoptant ne sera pas limité par la législation.

2. Il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter un enfant pour le motif qu'elle a, ou pourrait avoir, un enfant légitime.

3. Si l'adoption améliore la situation juridique de l'enfant, il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter son enfant illégitime.

Article 13

1. Tant que l'adopté n'est pas majeur, l'adoption ne

peut être révoquée que par décision d'une autorité judiciaire ou administrative pour motifs graves et uniquement si la révocation pour de tels motifs est admise par la législation.

2. Le paragraphe précédent ne concerne pas les cas où :

(a) l'adoption est nulle,

(b) l'adoption prend fin par suite de la légitimation de l'adopté par l'adoptant.

Article 14

Lorsque les enquêtes effectuées pour l'application des articles 8 et 9 de la présente Convention se rapporteront à une personne qui réside ou a résidé sur le territoire d'une autre Partie Contractante, cette Partie Contractante devra s'efforcer d'obtenir que les renseignements nécessaires qui lui sont demandés soient fournis sans délai. Les autorités peuvent communiquer directement entre elles à cet effet.

Article 15

Des dispositions seront prises pour prohiber tout gain injustifié provenant de la remise d'un enfant en vue de son adoption.

Article 16

Chacune des Parties Contractantes conserve la faculté d'adopter des dispositions plus favorables à l'enfant adopté.

PARTIE III

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

Article 17

L'adoption ne peut être prononcée que si l'enfant a été confié aux soins des adoptants pendant une période suffisamment longue pour que l'autorité compétente puisse raisonnablement apprécier les relations qui s'établiraient entre eux si l'adoption était prononcée.

Article 18

Les Pouvoirs Publics veilleront à la promotion et au bon fonctionnement d'institutions publiques ou privées auxquelles ceux qui désirent adopter ou faire adopter un enfant peuvent s'adresser en vue d'obtenir aide et conseil.

Article 19

Les aspects sociaux et juridiques de l'adoption figureront aux programmes de formation des travailleurs sociaux.

Article 20

1. Des dispositions seront prises pour qu'une adoption puisse, le cas échéant, intervenir sans que l'identité de l'adoptant soit révélée à la famille de l'enfant.

2. Des dispositions seront prises pour prescrire ou pour permettre que la procédure d'adoption se déroule à huis clos.

3. L'adoptant et l'adopté pourront obtenir des documents extraits des registres publics dont le contenu atteste le fait, la date et le lieu de la naissance de l'adopté, mais ne révèle pas expressément l'adoption ni l'identité de ses parents d'origine.

4. Les registres publics seront tenus ou, à tout le moins, leurs énonciations reproduites de telle manière que les personnes qui n'y ont pas un intérêt légitime ne puissent apprendre le fait qu'une personne a été adoptée, ou, si ce fait est connu, l'identité de ses parents d'origine.

PARTIE IV

CLAUSES FINALES

Article 21

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 22

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 23

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 27 de la présente Convention.

Article 24

1. Toute Partie Contractante dont la législation prévoit plus d'une forme d'adoption aura la faculté de n'appliquer qu'à une de ces formes les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 10 de la présente Convention, et des paragraphes 2 et 3 de l'article 12.

2. La Partie Contractante faisant usage de cette faculté le notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente Convention, et indiquera les modalités de l'exercice de cette faculté.

3. Cette Partie Contractante peut mettre fin à l' exercice de cette faculté; elle en avisera le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 25

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou

encore lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente Convention, formuler au maximum deux réserves au sujet des dispositions de la Partie II de celle-ci.

Des réserves de caractère général ne sont pas permises, chaque réserve ne peut porter que sur une disposition.

Chaque réserve aura effet pendant cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de la Partie considérée. Elle pourra être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans, au moyen d'une déclaration adressée avant l'expiration de chaque période au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Toute Partie Contractante peut retirer, en tout ou en partie, une réserve formulée par Elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 26

Chaque Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les noms et adresses des autorités auxquelles peuvent être transmises les demandes prévues par l'article 14.

Article 27

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 28

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

(a) toute signature;
(b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
(c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 21;
(d) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 1;
(e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 2;
(f) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 23;
(g) toute information reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 24;
(h) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25;
(i) le renouvellement de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25;
(j) le retrait de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25;
(k) toute notification formulée en application des dispositions de l'article 26;
(l) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 27 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 24 avril 1967 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
MOGENS WARBERG

Pour le Gouvernement de la République française :
A. BETTENCOURT

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :
GERHARD JAHN

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
Strasbourg, le 19 Mai 1967
B. VITSAXIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise :

Pour le Gouvernement d'Irlande :
SEAN GAYNOR
25th January 1968

Pour le Gouvernement de la République italienne :
GIORGIO OLIVA

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg :
P. GREGOIRE

Pour le Gouvernement de Malte :
PHILIP PULLICINO

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :
OLE MYRVOLL

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
GUNNAR LANGE

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :

Pour le Gouvernement de la République turque :

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :
FRED MULLEY

PREAMBLE

The member States of the Council of Europe, signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its Members for the purpose, among others, of facilitating their social progress;

Considering that, although the institution of the adoption of children exists in all member countries of the Council of Europe, there are in those countries differing views as to the principles which should govern adoption and differences in the procedure for effecting, and the legal consequences of, adoption; and

Considering that the acceptance of common principles and practices with respect to the adoption of children would help to reduce the difficulties caused by those

differences and at the same time promote the welfare of children who are adopted,

Have agreed as follows :

PART I

UNDERTAKINGS AND FIELD OF APPLICATION

Article 1

Each Contracting Party undertakes to ensure the conformity of its law with the provisions of Part II of this Convention and to notify the Secretary General of the Council of Europe of the measures taken for that purpose.

Article 2

Each Contracting Party undertakes to give consideration to the provisions set out in Part III of this Convention, and if it gives effect, or if, having given effect, it ceases to give effect to any of these provisions, it shall notify the Secretary General of the Council of Europe.

Article 3

This Convention applies only to legal adoption of a child who, at the time when the adopter applies to adopt him, has not attained the age of 18, is not and has not been married, and is not deemed in law to have come of age.

PART II

ESSENTIAL PROVISIONS

Article 4

An adoption shall be valid only if it is granted by a judicial or administrative authority (hereinafter referred to as «the competent authority»).

Article 5

1. Subject to paragraphs 2 to 4 of this Article, an adoption shall not be granted unless at least the following consents to the adoption have been given and not with-drawn :

(a) the consent of the mother and, where the child is legitimate, the father; or if there is neither father nor mother to consent, the consent of any person or body who may be entitled in their place to exercice their parental rights in that respect;

(b) the consent of the spouse of the adopter.

2. The competent authority shall not :

(a) dispense with the consent of any person mentioned in paragraph 1 of this Article, or

(b) overrule the refusal to consent of any person or body mentioned in the said paragraph 1,

save on exceptional grounds determined by law.

3. If the father or mother is deprived of his or her parental rights in respect of the child, or at least of the right to consent to an adoption, the law may provide that it shall not be necessary to obtain his or her consent.

4. A mother's consent to the adoprion of her child shall not be accepted unless it is given at such time after the birth of the child, not being less than six weeks, as may be prescribed by law, or, if no such time has been prescribed, at such time as, in the opinion of the competent authority, will have enabled her to recover sufficiently from the effects of giving birth to the child.

5. For the purposes of this Article «father» and «mother» mean the persons who are according to law the parents of the child.

Article 6

1. The law shall not permit a child to be adopted except by either two persons married to each other, whether they adopt simultaneously or successively, or by one person.

2. The law shall not permit a child to be again adopted save in one or more of the following circumstances :

(a) where the child is adopted by the spouse of the adopter;

(b) where the former adopter has died;

(c) where the former adoption has been annulled;

(d) where the former adoption has come to an end.

Article 7

1. A child may be adopted only if the adopter has attained the minimum age prescribed for the purpose, this age being neither less than 21 nor more than 35 years.

2. The law may, however, permit the requirement as to the minimum age to be waived :

(a) when the adopter is the child's father or mother, or

(b) by reason of exeptional circumstances.

Article 8

1. The competent authority shall not grant an adoption unless it is satisfied that the adoption will be in the interest of the child.

2. In each case the competent authority shall pay particular attention to the importance of the adoption providing the child with a stable and harmonious home.

3. As a general rule, the competent authority shall not be satisfied as aforesaid if the difference in age between the adopter and the child is less than the normal difference in age between parents and their children.

Article 9

1. The competent authority shall not grant an adoption until appropriate enquiries have been made concerning the adopter, the child and his family.

2. The enquiries, to the extent appropriate in each case, shall concern, inter alia, the following matters :

(a) the personality, health and means of the adopter, particulars of his home and household and his ability to bring up the child;

(b) why the adopter wishes to adopt the child;

(c) where only one of two spouses of the same marriage applies to adopt a child, why the other spouse does not join in the application;

(d) the mutual suitability of the child and the adopter, and the length of time that the child has been in his care and possession;

(e) the personality and health of the child, and subject to any limitations imposed by law, his antecedents;

(f) the views of the child with respect to the proposed adoption;

(g) the religious persuasion, if any, of the adopter and of the child.

3. These enquiries shall be entrusted to a person or body recognised for that purpose by law or by a judicial or administrative body. They shall, as far as practicable, be made by social workers who are qualified in this field as a result of either their training or their experience.

4. The provisions of this Article shall not affect the power or duty of the competent authority to obtain any information or evidence, whether or not within the scope of these enquiries, which it considers likely to be of assistance.

Article 10

1. Adoption confers on the adopter in respect of the adopted person the rights and obligations of every kind that a father or mother has in respect of a child born in lawful wedlock.

Adoption confers on the adopted person in respect of the adopter the rights and obligations of every kind that a child born in lawful wedlock has in respect of his father or mother.

2. When the rights and obligations referred to in paragraph 1 of this Article are created, any rights and obligations of the same kind existing between the adopted person and his father or mother or any other person or body shall cease to exist. Nevertheless, the law may provide that the spouse of the adopter retains his rights and obligations in respect of the adopted person if the latter is his legitimate, illegitimate or adopted child.

In addition the law may preserve the obligation of the parents to maintain (in the sense of l'obligation d'entretenir and l'obligation alimentaire) or set up in life or provide a dowry for the adopted person if the adopter does not discharge any such obligation.

3. As a general rule, means shall be provided to enable the adopted person to acquire the surname of the adopter either in substitution for, or in addition to, his own.

4. If the parent of a child born in lawful wedlock has a right to the enjoyment of that child's property, the adopter's right to the enjoyment of the adopted person's property may, notwithstanding paragraph 1 of this Article, be restricted by law.

5. In matters of succession, in so far as the law of succession gives a child born in lawful wedlock a right to share in the estate of his father or mother, an adopted child shall, for the like purposes, be treated as if he were a child of the adopter born in lawful wedlock.

Article 11

1. Where the adopted child does not have, in the case of an adoption by one person, the same nationality as the adopter, or in the case of an adoption by a married couple, their common nationality, the Contracting Party of which the adopter or adopters are nationals shall facilitate acquisition of its nationality by the child.

2. A loss of nationality which could result from an adoption shall be conditional upon possession or acquisition of another nationality.

Article 12

1. The number of children who may be adopted by an adopter shall not be restricted by law.

2. A person who has, or is able to have, a child born in lawful wedlock, shall not on that account be prohibited by law from adopting a child.

3. If adoption improves the legal position of a child, a person shall not be prohibited by law from adopting his own child not born in lawful wedlock.

Article 13

1. Before an adopted person comes of age the adoption may be revoked only by a decision of a judicial or administrative authority on serious grounds, and only if revocation on that ground is permitted by law.

2. The preceding paragraph shall not affect the case of:

(a) an adoption which is null and void;

(b) an adoption coming to an end where the adopted person becomes the legitimated child of the adopter.

Article 14

When the enquiries made pursuant to Articles 8 and 9 of this Convention relate to a person who lives or has lived in the territory of another Contracting Party, that Contracting Party shall, if a request for information is made, promptly endeavour to secure that the information requested is provided. The authorities may communicate directly with each other for this purpose.

Article 15

Provision shall be made to prohibit any improper financial advantage arising from a child being given up for adoption.

Article 16

Each Contracting Party shall retain the option of adopting provisions more favourable to the adopted child.

PART III

SUPPLEMENTARY PROVISIONS

Article 17

An adoption shall not be granted until the child has been in the care of the adopters for a period long enough to enable a reasonable estimate to be made by the competent authority as to their future relations if the adoption were granted.

Article 18

The public authorities shall ensure the promotion and proper functioning of public or private agencies to which those who wish to adopt a child or to cause a child to be adopted may go for help and advice.

Article 19

The social and legal aspects of adoption shall be included in the curriculum for the training of social workers.

Article 20

1. Provision shall be made to enable an adoption to be completed without disclosing to the child's family the identity of the adopter.

2. Provision shall be made to require or permit adoption proceedings to take place in camera.

3. The adopter and the adopted person shall be able to obtain a document which contains extracts from the public records attesting the fact, date and place of birth of the adopted person, but not expressly revealing the fact of adoption or the identity of his former parents.

4. Public records shall be kept and, in any event, their contents reproduced in such a way as to prevent persons who do not have a legitimate interest from learning the fact that a person has been adopted or, if that is disclosed, the identity of his former parents.

PART IV

FINAL CLAUSES

Article 21

1. This Convention shall be open to signature by the member States of the Council of Europe. It shall be subject to ratification or acceptance. Instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

2. This Convention shall enter into force three months after the date of the deposit of the third instrument of ratification or acceptance.

3. In respect of a signatory State ratifying or accepting subsequently, the Convention shall come into force three months after the date of the deposit of its instrument of ratification or acceptance.

Article 22

1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe may invite any non-member State to accede thereto.

2. Such accession shall be effected by depositing with the Secretary General of the Council of Europe an instrument of accession which shall take effect three months after the date of its deposit.

Article 23

1. Any Contracting Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any Contracting Party may, when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession or at any later date, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend this Convention to any other territory or territories specified in the declaration and for whose international relations it is responsible or on whose behalf it is authorised to give undertakings.

3. Any declaration made in pursuance of the preceding paragraph may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn according to the procedure laid down in Article 27 of this Convention.

Article 24

1. Any Contracting Party whose law provides more than one form of adoption shall have the right to apply the provisions of Article 10, paragraphs 1, 2, 3 and 4, and Article 12, paragraphs 2 and 3, of this Convention to one only of such forms.

2. The Contracting Party exercising this right, shall, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession, or when making a declaration in accordance with paragraph 2 of Article 23 of this Convention, notify the Secretary General of the Council of Europe thereof and indicate the way in which it has been exercised.

3. Such Contracting Party may terminate the exercise of this right and shall give notice thereof to the Secretary General of the Council of Europe.

Article 25

1. Any Contracting Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession, or when making a declaration in accordance with paragraph 2 of Article 23 of this Convention, make not more than two reservations in respect of the provisions of Part II of the Convention.

Reservations of a general nature shall not be permitted; each reservation may not affect more than one provision.

A reservation shall be valid for five years from the entry into force of this Convention for the Contracting Party concerned. It may be renewed for successive periods of five years by means of a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe before the expiration of each period.

2. Any Contracting Party may wholly or partly withdraw a reservation it has made in accordance with the foregoing paragraph by means of a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, which shall become effective as from the date of its receipt.

Article 26

Each Contracting Party shall notify the Secretary General of the Council of Europe of the names and addresses of the authorities to which requests under Article 14 may be addressed.

Article 27

1. This Convention shall remain in force indefinitely.

2. Any Contracting Party may, in so far as it is concerned, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

3. Such denunciation shall take effect six months after the date of receipt by the Secretary General of such notification.

Article 28

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council and any State which has acceded to this Convention of :

(a) any signature;

(b) any deposit of an instrument of ratification, acceptance or accession;

(c) any date of entry into force of this Convention in accordance with Article 21 thereof;

(d) any notification received in pursuance of the provisions of Article 1;

(e) any notification received in pursuance of the provisions of Article 2;

(f) any declaration received in pursuance of the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 23;

(g) any information received in pursuance of the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 24;

(h) any reservation made in pursuance of the provisions of paragraph 1 of Article 25;

(i) the renewal of any reservation carried out in pursuance of the provisions of paragraph 1 of Article 25;

(j) the withdrawal of any reservation carried out in pursuance of the provisions of paragraph 2 of Article 25;

(k) any notification received in pursuance of the provisions of Article 26;

(l) any notification received in pursuance of the provisions of Article 27 and the date on which denunciation takes effect.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 24th day of April 1967, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding States.

For the Government of the Republic of Austria :

For the Government of the Kingdom of Belgium :

For the Government of the Republic of Cyprus :

For the Government of the Kingdom of Denmark :
MOGENS WARBERG

For the Government of the French Republic :
A. BETTENCOURT

For the Government of the Federal Republic of Germany :
GERHARD JAHN

For the Government of the Kingdom of Greece :
Strasbourg le 19 Mai 1967
B. VITSAXIS

For the Government of the Icelandic Republic :

For the Government of Ireland :
SEAN GAYNOR
25th January 1968

For the Government of the Italian Republic :
GIORGIO OLIVA

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg :
P. GREGOIRE

For the Government of Malta :
PHILIP PULLICINO

For the Government of the Kingdom of the Netherands :

For the Government of the Kingdom of Norway :
OLE MYRVOLL

For the Government of the Kingdom of Sweden :
GUNNAR LANGE

For the Government of the Swiss Confederation :

For the Government of the Turkish Republic :

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
FRED MULLEY

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΥΙΟΘΕΣΙΑΣ ΠΑΙΔΙΩΝ

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν,

Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι, ἐπιδίωξις τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἑνότητος μεταξὺ τῶν μελῶν της ἰδίως πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὴν κοινωνικὴν αὐτῶν πρόοδον.

Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι, καίτοι ἡ θέσπισις τῆς υἱοθεσίας παιδίων ὑφίσταται εἰς τὴν νομοθεσίαν πάντων τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὑπάρχουσιν εἰς τὰς χώρας ταύτας διϊστάμεναι ἀπόψεις ὡς πρὸς τὰς ἀρχὰς αἵτινες θὰ ἔπρεπε νὰ διέπωσι τὴν υἱοθεσίαν, ὡς ἐπίσης καὶ διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν διαδικασίαν τῆς υἱοθεσίας καὶ τὰς νομικὰς συνεπείας ταύτης.

Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι, ἡ παραδοχὴ κοινῶν ἀρχῶν καὶ κοινῶν τρόπων ἐφαρμογῆς, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν υἱοθεσίαν παιδίων, θὰ συνέβαλλεν εἰς τὴν ἐξομάλυνσιν τῶν ἐκ τῶν ἀσυμφωνιῶν τούτων προκαλουμένων δυσκολιῶν καὶ ταυτοχρόνως θὰ ἐπέτρεπε τὴν προώθησιν τῆς εὐημερίας τῶν υἱοθετουμένων παιδίων.

Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

ΜΕΡΟΣ Α'.
ΑΝΑΛΗΨΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΕΔΙΟΝ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑποχρεοῦται ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν συνταύτησιν τῆς νομοθεσίας αὐτοῦ πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Μέρους Β' τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὅπως ἐνημερώσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης περὶ τῶν πρὸς τοῦτο ληφθέντων μέτρων.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑποχρεοῦται ὅπως λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὰς εἰς τὸ Μέρος Γ' τῆς παρούσης Συμβάσεως διαλαμβανομένας διατάξεις καὶ ἐὰν ἐκτελῇ ταύτας ἢ ἐάν, μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἤθελε παύσει νὰ ἐκτελῇ καὶ μίαν οἱανδήποτε ἐκ τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων ὀφείλει νὰ ἀνακοινώσῃ τοῦτο πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 3.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀφορᾷ μοναδικῶς τὴν νομικὴν θέσπισιν τῆς υἱοθεσίας παιδίου, μὴ συμπληρώσαντος, καθ' ἣν στιγμὴν ὁ υἱοθετῶν αἰτεῖται τὴν υἱοθεσίαν του, ἡλικίαν 18 ἐτῶν, μὴ ὄντος ἢ μὴ ὑπάρχοντος ἐγγάμου καὶ μὴ κηρυχθέντος δικαστικῶς ἀνηλίκου.

ΜΕΡΟΣ Β'.
ΟΥΣΙΩΔΕΙΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 4.

Ἡ υἱοθεσία δὲν εἶναι ἰσχυρὰ ἐὰν δὲν ἐχορηγήθη δι' ἀποφάσεως Δικαστικῆς ἢ Διοικητικῆς Ἀρχῆς (κατωτέρω καλουμένης «ἡ ἁρμοδία Ἀρχή»).

Ἄρθρον 5.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν παραγράφων 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, υἱοθεσία δὲν χορηγεῖται εἰμὴ ἐφόσον δοθῶσι καὶ δὲν ἀνακληθῶσιν αἱ κάτωθι συναινέσεις πρὸς υἱοθεσίαν :

(α) ἡ συναίνεσις τῆς μητρὸς καὶ προκειμένου δὲ περὶ νομίμου τέκνου τοῦ πατρός, μὴ ὑπαρχόντων πατρὸς καὶ μητρὸς διὰ νὰ δώσωσι τὴν συναίνεσίν των, ἡ συναίνεσις οἱουδήποτε προσώπου ἢ συμβουλίου δικαιουμένου ἀντ' αὐτῶν νὰ ἀσκῇ ἐν προκειμένῳ τὴν πατρικὴν ἢ μητρικὴν ἐξουσίαν.

(β) ἡ συναίνεσις τῆς συζύγου τοῦ υἱοθετοῦντος ἢ τοῦ συζύγου τῆς υἱοθετούσης.

2. Ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ δὲν δικαιοῦται :

(α) νὰ παραλείψῃ τὴν λῆψιν συναινέσεως ἑνὸς ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 1 προσώπων,

(β) νὰ παρίδῃ τὴν ἄρνησιν συναινέσεως ἐκ μέρους οἱουδήποτε τῶν προσώπων ἢ συμβουλίου, ὡς προβλέπεται ὑπὸ τῆς ῥηθείσης παραγράφου 1 ἐκτὸς ἐὰν συντρέχωσιν ἐξαιρετικοὶ λόγοι, καθοριζόμενοι ὑπὸ τῆς υἱοθεσίας.

3. Ἐὰν ὁ πατὴρ ἢ ἡ μήτηρ στεροῦνται τῆς πατρικῆς ἢ μητρικῆς ἐξουσίας διὰ τὸ υἱοθετούμενον τέκνον ἢ στεροῦνται τοὐλάχιστον τοῦ δικαιώματος ὅπως δώσωσι τὴν συναίνεσίν των διὰ τὴν υἱοθεσίαν, ἡ νομοθεσία δύναται νὰ προβλέπῃ ὅπως μὴ ἀπαιτεῖται ἡ τοιαύτη συναίνεσις.

4. Ἡ συναίνεσις μητρὸς πρὸς υἱοθεσίαν τοῦ τέκνου της δὲν θὰ γίνῃ δεκτὴ ἐκτὸς ἐὰν ἐδόθη μετὰ τὴν γέννησιν, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προθεσμίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς νομοθεσίας καὶ ἥτις προθεσμία δὲν δύναται νὰ εἶναι μικροτέρα τῶν ἓξ (6) ἑβδομάδων ἤ, ἐὰν δὲν καθορίζεται προθεσμία, τὴν στιγμὴν καθ' ἥν, κατὰ τὴν γνώμην τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς, ἡ μήτηρ θὰ ἔχῃ ἀναλάβει ἐπαρκῶς ἐκ τῶν συνεπειῶν τοῦ τοκετοῦ.

5. Διὰ τῶν λέξεων «πατὴρ» καὶ «μήτηρ» ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἐξυπακούονται τὰ πρόσωπα ἅτινα εἶναι οἱ νόμιμοι γονεῖς τοῦ υἱοθετουμένου.

Ἄρθρον 6.

1. Δέον ὅπως μὴ ἐπιτρέπεται ὑπὸ τοῦ νόμου ἡ υἱοθεσία παιδίου εἰμὴ εἴτε ὑπὸ δύο προσώπων ἡνωμένων διὰ τοῦ δεσμοῦ τοῦ γάμου, υἱοθετούντων ταυτοχρόνως ἢ ἀλληλοδιαδόχως, ἢ ὑφ' ἑνὸς προσώπου.

2. Δέον ὅπως μὴ ἐπιτρέπεται ὑπὸ τοῦ νόμου νέα υἱοθεσία παιδίου εἰμὴ εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας τῶν κάτωθι περιπτώσεων :

(α) ὅταν πρόκειται περὶ υἱοθετημένου τέκνου τῆς συζύγου τοῦ υἱοθετοῦντος ἢ τοῦ συζύγου τῆς υἱοθετούσης,

(β) ὅταν ὁ προηγούμενος υἱοθετήσας ἀπεβίωσεν.

(γ) ὅταν ἡ προηγουμένη υἱοθεσία ἠκυρώθη.

(δ) ὅταν ἡ προηγουμένη υἱοθεσία ἐτερματίσθη.

Ἄρθρον 7.

1. Υἱοθεσία παιδίου δύναται νὰ γίνῃ μόνον ἐὰν ὁ υἱοθετῶν ἔχῃ συμπληρώσει τὸ ἐλάχιστον ὅριον ἡλικίας τὸ προβλεπόμενον πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοῦ ὁρίου τούτου ἡλικίας μὴ ὄντος κάτω τῶν 21 ἐτῶν οὐδὲ ἄνω τῶν 35 ἐτῶν.

2. Δύναται, ἐν τούτοις, ἡ νομοθεσία νὰ προβλέψῃ τὴν δυνατότητα παρεκκλίσεως ἐκ τοῦ ὅρου περὶ κατωτάτου ὁρίου ἡλικίας :

(α) Ἐὰν ὁ υἱοθετῶν εἶναι ὁ πατὴρ ἢ ἡ μήτηρ τοῦ υἱοθετουμένου ἢ

(β) Λόγῳ ἐξαιρετικῶν συνθηκῶν.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ δὲν θέλει προβῇ εἰς τὴν ἔκδοσιν ἀποφάσεως υἱοθεσίας εἰμὴ ἐφόσον πεισθῇ ὅτι ἡ υἱοθεσία θέλει ἀποβῇ πρὸς ὄφελος τοῦ υἱοθετουμένου.

2. Εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ θέλει ἰδιαιτέρως φροντίσει ὅπως ἡ υἱοθεσία αὕτη παρέχῃ εἰς τὸν υἱοθετούμενον σταθερὰν καὶ ἁρμονικὴν ἑστίαν.

3. Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ δὲν θέλει θεωρήσει τὰς ἄνω προϋποθέσεις ὡς ἐπιτελεσθείσας, ἐὰν ἡ διαφορὰ ἡλικίας μεταξὺ τοῦ υἱοθετοῦντος καὶ τοῦ υἱοθετουμένου εἶναι μικροτέρα τῆς χωριζούσης τοὺς γονεῖς ἀπὸ τὰ τέκνα των ἡλικίας.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ θέλει λάβει ἀπόφασιν περὶ υἱοθεσίας κατόπιν ἐμπεριστατωμένης ἀνακρίσεως ἐν σχέσει πρὸς τὸν υἱοθετοῦντα, τὸ υἱοθετούμενον παιδίον καὶ τὴν οἰκογένειάν του.

2. Ἡ ἀνάκρισις δέον ὅπως, ἐν τῷ ἰδιάζοντι εἰς ἑκάστην περίπτωσιν μέτρῳ, ἐπεκταθῇ μεταξὺ ἄλλων καὶ ἐπὶ τῶν κάτωθι σημείων :

(α) τὴν προσωπικότητα, ὑγείαν καὶ οἰκονομικὰ μέσα τοῦ υἱοθετοῦντος, τῆς οἰκογενειακῆς του ζωῆς, τοῦ τρόπου διαβιώσεως καὶ τῆς ἱκανότητός του πρὸς ἐπιμόρφωσιν τοῦ υἱοθετουμένου,

(β) τὰ κίνητρα τῆς ἐπιθυμίας του πρὸς υἱοθέτησιν τοῦ παιδίου,

(γ) εἰς τὴν περίπτωσιν αἰτήσεως πρὸς υἱοθεσίαν μόνον τοῦ ἑνὸς τῶν συζύγων, τοὺς λόγους τοὺς ὠθήσαντας τὸν ἕτερον τούτων ἵνα μὴ συμμετάσχῃ εἰς τὴν αἴτησιν υἱοθεσίας,

(δ) τὴν ἀμοιβαίαν καταλληλότητα μεταξὺ υἱοθετουμένου καὶ υἱοθετοῦντος, τὸ χρονικὸν διάστημα καθ' ὃ τὸ παιδίον παρέμεινεν ὑπὸ τὰς φροντίδας τοῦ υἱοθετοῦντος,

(ε) τὴν προσωπικότητα καὶ ὑγείαν τοῦ υἱοθετουμένου καὶ ὑπὸ τοὺς ἰσχύοντας νομικοὺς περιορισμούς, τοὺς προγόνους αὐτοῦ,

(στ) τὰς ἀπόψεις τοῦ υἱοθετουμένου ὡς πρὸς τὴν προτεινομένην υἱοθεσίαν,

(ζ) καὶ τὴν τυχὸν διαφορὰν θρησκεύματος μεταξὺ τοῦ υἱοθετοῦντος καὶ τοῦ υἱοθετουμένου.

3. Ἡ ἀνάκρισις αὕτη δέον ὅπως ἀνατεθῇ εἰς πρόσωπον ἢ ὀργανισμὸν ἀνεγνωρισμένον ὑπὸ τοῦ νόμου ἢ εἰδικῶς πρὸς τοῦτο ἀνεγνωρισμένου παρὰ Δικαστικῆς ἢ Διοικητικῆς Ἀρχῆς. Ἡ ἀνάκρισις δέον ὅπως, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, διεξαχθῇ ὑπὸ κοινωνικῶν λειτουργῶν ἐχόντων τὰ πρὸς τοῦτο προσόντα, ὡς ἐκ τῆς εἰδικεύσεως ἢ πείρας αὐτῶν.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου οὐδόλως θέλουσιν ἐπηρεάσει τὴν ἱκανότητα καὶ ὑποχρέωσιν τῆς ἁρμοδίας Ἀρχῆς, ὅπως ἐπιτύχῃ πᾶσαν πληροφορίαν ἢ ἀπόδειξιν ἀφορῶσαν ἢ μὴ τὸ ἀντικείμενον τῆς ἀνακρίσεως, ἣν αὕτη ἤθελεν ἐνδεχομένως κρίνει ἐποικοδομητικήν.

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ υἱοθεσία συνεπάγεται διὰ τὸν υἱοθετοῦντα, ὡς πρὸς τὸν υἱοθετούμενον τὰ πάσης φύσεως δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις, ἃς ὑπέχει ὁ πατὴρ ἢ ἡ μήτηρ πρὸς τὸ νόμιμον τέκνον της.

Ἡ υἱοθεσία συνεπάγεται διὰ τὸν υἱοθετούμενον ἔναντι τοῦ υἱοθετοῦντος τὰ πάσης φύσεως δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις, ἃς ὑπέχει τὸ νόμιμον τέκνον ἔναντι τοῦ πατρὸς ἢ τῆς μητρός του.

2. Ἀπὸ τῆς δημιουργίας τῶν εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων, τὰ τῆς αὐτῆς φύσεως δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις ὑφιστάμενα μεταξὺ τοῦ υἱοθετουμένου καὶ τοῦ πατρὸς ἢ τῆς μητρός του ἢ ἄλλου προσώπου ἢ συμβουλίου παύουν ὑφιστάμενα. Ἐν τούτοις δύναται ἡ νομοθεσία νὰ προβλέπῃ, ὅπως ἡ σύζυγος τοῦ υἱοθετοῦντος διατηρῇ τὰ ἔναντι τοῦ υἱοθετουμένου δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις ἐὰν πρόκειται περὶ τοῦ ἰδίου αὐτοῦ γνησίου, ἐξωγάμου ἢ θετοῦ τέκνου.

Δύναται ἀφ' ἑτέρου νὰ διατηρηθῇ ἐν τῇ νομοθεσίᾳ ἡ ὑποχρέωσις τῶν γονέων πρὸς διατροφήν, συντήρησιν, ἀνατροφὴν καὶ προικοδότησιν τοῦ υἱοθετουμένου, εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ υἱοθετῶν δὲν ἤθελεν ἐκπληρώσει οἱανδήποτε τῶν ἐν λόγῳ ὑποχρεώσεων.

3. Κατὰ γενικὸν κανόνα, θέλουσι παρασχεθῇ τὰ μέσα ὅπως ὁ υἱοθετούμενος λάβῃ τὸ πατρώνυμον τοῦ υἱοθετοῦντος ἢ νὰ προσθέσῃ τοῦτο εἰς τὸ ἴδιον αὐτοῦ ἐπώνυμον.

4. Ἐὰν ὁ νόμιμος γονεὺς ἔχῃ τὸ δικαίωμα ἐπικαρπίας ἐπὶ τῆς περιουσίας τοῦ τέκνου του, τὸ δικαίωμα ἐπικαρπίας τοῦ υἱοθετοῦντος ἐπὶ τῆς περιουσίας τοῦ υἱοθετουμένου δύναται, παρὰ τὰ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, νὰ περιορισθῇ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας.

5. Εἰς ζητήματα διαδοχῆς, ἐφόσον ἡ κληρονομικὴ νομοθεσία παρέχει εἰς τὸ νόμιμον τέκνον τὸ δικαίωμα διαδοχῆς τοῦ πατρὸς ἢ τῆς μητρός του, τὸ θετὸν τέκνον ἐν προκειμένῳ τυγχάνει τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως, ὡς νὰ ἦτο τὸ γνήσιον νόμιμον τέκνον τοῦ υἱοθετοῦντος.

Ἄρθρον 11.

1. Ἐὰν ὁ υἱοθετούμενος, εἰς τὴν περίπτωσιν υἱοθεσίας παρ' ἑνὸς προσώπου, δὲν κατέχῃ τὴν ἐθνικότητα τοῦ υἱοθετοῦντος, ἢ εἰς περίπτωσιν υἱοθεσίας παρὰ δύο συζύγων, τὴν κοινὴν αὐτῶν ἐθνικότητα, τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, οὗτινος ὁ υἱοθετῶν ἢ οἱ υἱοθετοῦντες εἶναι ὑπήκοοι, θέλει διευκολύνῃ τὴν ὑπὸ τοῦ υἱοθετουμένου ἀπόκτησιν τῆς ἐθνικότητος αὐτοῦ.

2. Ἡ ἀπώλεια ἐθνικότητος ἀπορρέουσα ἐκ τῆς υἱοθεσίας ἔσεται ὑπὸ τὸν ὅρον κατοχῆς ἢ ἀποκτήσεως ἑτέρας ἐθνικότητος.

Ἄρθρον 12.

1. Ὁ ἀριθμὸς παιδίων ἅτινα εἷς καὶ ὁ αὐτὸς υἱοθετῶν δύναται νὰ υἱοθετήσῃ, δὲν θὰ περιορίζεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας.

2. Ἡ νομοθεσία δὲν δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν υἱοθεσίαν ἐπὶ τῷ λόγῳ ὅτι ὁ υἱοθετῶν ἔχει ἢ δυνατὸν ν' ἀποκτήσῃ ἴδιον αὐτοῦ γνήσιον τέκνον.

3. Ἐὰν διὰ τῆς υἱοθεσίας βελτιοῦται ἡ νομικὴ θέσις ἑνὸς παιδίου ἡ νομοθεσία δὲν δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ εἰς πρόσωπόν τι τὴν υἱοθεσίαν τοῦ ἰδίου του ἐξωγάμου τέκνου.

Ἄρθρον 13.

1. Πρὸ τῆς ἐνηλικιώσεως θετοῦ τέκνου, ἡ υἱοθεσία δύναται νὰ λυθῇ μόνον δι' ἀποφάσεως δικαστικῆς ἢ διοικητικῆς Ἀρχῆς διὰ σοβαροὺς λόγους καὶ μόνον ἐφόσον ἡ νομοθεσία παραδέχεται τὴν λύσιν τῆς υἱοθεσίας διὰ τοὺς λόγους τούτους.

2. Ἡ προηγουμένη παράγραφος δὲν ἀφορᾷ τὰς κάτωθι περιπτώσεις :

(α) ὅταν ἡ υἱοθεσία κατέστη ἄκυρος

(β) ὅταν ἐπέρχεται ἡ λύσις τῆς υἱοθεσίας λόγῳ νομιμοποιήσεως τοῦ υἱοθετημένου παρὰ τοῦ υἱοθετοῦντος.

Ἄρθρον 14.

Ὅταν αἱ γενόμεναι ἀνακρίσεις εἰς ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 τῆς παρούσης Συμβάσεως σχετίζονται πρὸς πρόσωπον διαμένον ἢ ὅπερ ἔχει διαμείνει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος, ὁπόταν τῷ ζητηθῶσι πληροφορίαι, ὀφείλει ὅπως φροντίσῃ προθύμως διὰ τὴν παροχὴν τῶν ζητουμένων πληροφοριῶν. Δύναται νὰ γίνῃ ἀπ' εὐθείας συνεννόησις μεταξὺ τῶν ἑκατέρωθεν Ἀρχῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

Ἄρθρον 15.

Θέλει γίνει πρόβλεψις διατάξεων ἀπαγορευουσῶν τὴν ἐπίτευξιν παντὸς παρανόμου ὠφελήματος ἐκ τῆς προσφορᾶς παιδίου πρὸς υἱοθεσίαν.

Ἄρθρον 16.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει διατηρήσει τὸ δικαίωμα θεσπίσεως εὐνοϊκωτέρων διατάξεων ὑπὲρ τῶν υἱοθετουμένων παιδίων.

ΜΕΡΟΣ Γ'.

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 17.

Ἡ υἱοθεσία θὰ ἐπιτρέπεται μόνον ἐφόσον τὸ παιδίον ἀνετέθη εἰς τὰς φροντίδας τῶν υἱοθετούντων ἐπὶ ἐπαρκῶς μακρὸν χρονικὸν διάστημα οὕτως ὥστε νὰ δύναται ἡ ἁρμοδία Ἀρχὴ νὰ κάμῃ λογικὴν ἐκτίμησιν τῶν σχέσεων αἵτινες ἤθελον δημιουργηθῆ μεταξὺ αὐτῶν ἐὰν παρείχετο ἡ ἄδεια υἱοθεσίας.

Ἄρθρον 18.

Αἱ Δημόσιαι Ἀρχαὶ θέλουσι φροντίσει διὰ τὴν προώθησιν καὶ καλὴν λειτουργίαν τῶν κοινωφελῶν ἱδρυμάτων δημοσίων καὶ ἰδιωτικῶν, πρὸς τὰ ὁποῖα οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ υἱοθετήσωσιν ἢ νὰ διευκολύνωσι τὴν υἱοθεσίαν παιδίου θὰ δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται μὲ τὸν σκοπὸν βοηθείας καὶ συμβουλῶν.

Ἄρθρον 19.

Αἱ κοινωνικαὶ καὶ νομικαὶ ἀπόψεις τῆς υἱοθεσίας θέλουσιν ἀποτελέσει ἀντικείμενον διδασκαλίας τῶν προγραμμάτων ἐκπαιδεύσεως τῶν κοινωνικῶν λειτουργῶν.

Ἄρθρον 20.

1. Θέλει ληφθῆ μέριμνα διατάξεων διευκολυνουσῶν τὴν περαίωσιν υἱοθεσίας χωρὶς νὰ ἀποκαλυφθῇ εἰς τὴν οἰκογένειαν τοῦ υἱοθετουμένου ἡ ταυτότης τοῦ υἱοθετοῦντος.

2. Θέλει ληφθῆ μέριμνα, ὅπως αἰτῆται ἢ ἐπιτρέπωνται αἱ δίκαι περὶ υἱοθεσίας νὰ διεξάγωνται κεκλεισμένων τῶν θυρῶν.

3. Ὁ υἱοθετῶν καὶ ὁ υἱοθετούμενος θὰ δύνανται νὰ λαμβάνωσιν ἔγγραφα ἀποσπάσματα τῶν δημοσίων μητρώων ἐκ τοῦ περιεχομένου τῶν ὁποίων βεβαιοῦται τὸ γεγονός, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος γεννήσεως τοῦ υἱοθετουμένου, ἀλλὰ δὲν ἀποκαλύπτεται ρητῶς ἡ υἱοθεσία οὐδὲ ἡ ταυτότης τῶν πρώτων γονέων των.

4. Τὰ δημόσια μητρῷα θὰ τηροῦνται, ἢ τοὐλάχιστον, τὸ περιεχόμενόν των θὰ διατυποῦται κατὰ τρόπον μὴ ἐπιτρέποντα εἰς πρόσωπα μὴ ἔχοντα νόμιμον δικαίωμα νὰ μανθάνωσι τὸ γεγονὸς υἱοθεσίας τινός ἤ, ἐὰν τοῦτο ἀποκαλύπτεται, τὴν ταυτότητα τῶν πρώην γονέων τοῦ υἱοθετηθέντος.

ΜΕΡΟΣ Δ'.

ΤΕΛΙΚΟΙ ΟΡΟΙ

Ἄρθρον 21.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις προσφέρεται πρὸς ὑπογραφὴν παρὰ τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχήν της. Τὰ ἀποδεικτικὰ ἔγγραφα τῆς κυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλουσι κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ ἰσχὺς τῆς Συμβάσεως ἄρχεται μετὰ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου τῆς κυρώσεως ἢ τῆς ἀποδοχῆς αὐτῆς.

3. Διὰ πᾶν Κράτος συμμετασχὸν εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης, ὅπερ ἤθελε κυρώσει ἢ ἀποδεχθῆ τὴν Σύμβασιν μεταγενεστέρως, ἡ ἰσχὺς αὐτῆς θὰ ἄρχεται μετὰ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως παρὰ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους τοῦ ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου τῆς παρ' αὐτοῦ κυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς της.

Ἄρθρον 22.

1. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου, ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις γενήσεται διὰ καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐπισήμου ἐγγράφου προσχωρήσεως, ὅπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 23.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως ἢ κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, νὰ ὑποδείξῃ τὴν περιοχὴν ἢ τὰς περιοχὰς ἔνθα ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐφαρμοσθῆ.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀποδεικτικοῦ αὐτοῦ ἐγγράφου περὶ κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ μεταγενεστέρως καθ' οἱανδήποτε ἄλλην στιγμήν, διὰ δηλώσεώς του ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἰσχὺν τῆς Συμβάσεως ἐφ' οἱασδήποτε ἑτέρας περιοχῆς καθοριζομένης ἐν τῇ δηλώσει, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῆς ὁποίας περιοχῆς εἶναι ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἔχει ἐξουσιοδοτηθῆ νὰ ἀναλάβῃ ὑποχρεώσεις.

3. Οἱαδήποτε δήλωσις γενομένη δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται, ἐν σχέσει πρὸς οἱανδήποτε περιοχὴν ἀναγραφομένην ἐν τῇ δηλώσει, νὰ ἀνακληθῇ κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην ἐν ἄρθρῳ 27 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 24.

1. Οἱονδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οὗτινος ἡ νομοθεσία προβλέπει πλέον τοῦ ἑνὸς τύπους υἱοθεσίας, θὰ δικαιοῦται νὰ ἐφαρμόζῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10, παραγράφους 1,2,3 καὶ 4 καὶ τοῦ ἄρθρου 12, παραγράφους 2 καὶ 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως, μόνον εἰς ἕνα ἐκ τῶν [illegible]

2. Τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἤθελεν ἀσκήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, ὀφείλει ὅπως, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ καταθέσεως τοῦ ἀποδεικτικοῦ αὐτοῦ ἐγγράφου περὶ κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ κατὰ τὴν ὑποβολὴν δηλώσεώς του συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 23 τῆς παρούσης Συμβάσεως, γνωστοποιήσῃ τοῦτο πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ ὑποδείξῃ τὸν τρόπον καθ' ὃν τὸ δικαίωμα τοῦτο ἠσκήθη.

3. Τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται νὰ διακόψῃ τὴν ἄσκησιν τοῦ δικαιώματος τούτου καὶ νὰ γνωστοποιήσῃ τοῦτο πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 25.

1. Οἱονδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀποδεικτικοῦ αὐτοῦ ἐγγράφου κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ κατὰ τὴν ὑποβολὴν τῆς δηλώσεως συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 23 τῆς παρούσης Συμβάσεως, νὰ διατυπώσῃ δύο κατ' ἀνώτατον ὅριον ἐπιφυλάξεις ἐν σχέσει πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Β' Μέρους τῆς Συμβάσεως.

Ἐπιφυλάξεις γενικοῦ χαρακτῆρος δὲν ἐπιτρέπονται, ἑκάστης ἐπιφυλάξεως ἀφορώσης μίαν διάταξιν.

Ἑκάστη ἐπιφύλαξις θὰ εἶναι ἰσχυρὰ ἐπὶ πέντε ἔτη ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ τὸ ἐνδιαφερόμενον Συμβαλλόμενον Μέρος. Θὰ δύναται νὰ ἀνανεωθῇ δι' ἀλλεπάλληλα πενταετῆ χρονικὰ διαστήματα, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πρὸ τῆς λήξεως ἑκάστης περιόδου.

2. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται νὰ ἀποσύρῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, ἐπιφύλαξιν διατυπωθεῖσαν παρ' αὐτοῦ δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἰσχυούσης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεώς της.

Ἄρθρον 26.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει ἀνακοινώσει πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰ ὀνόματα καὶ τὰς διευθύνσεις τῶν Ἀρχῶν πρὸς ἃς δύνανται νὰ διαβιβασθῶσιν αἱ ἐν ἄρθρῳ 14 προβλεπόμεναι αἰτήσεις.

Ἄρθρον 27.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἄνευ περιορισμοῦ διαρκείας.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται, καθ' ὅσον τὸ ἀφορᾷ, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ κοινοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύσῃ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 28.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει κοινοποιήσει πρὸς τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ πρὸς πᾶν Κράτος προσχωρῆσαν εἰς τὴν Σύμβασιν :

(α) πᾶσαν ὑπογραφήν,

(β) τὴν κατάθεσιν παντὸς ἀποδεικτικοῦ ἐγγράφου κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως,

(γ) πᾶσαν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὸ ὑπ' ἀριθμ. 21 ἄρθρον αὐτῆς,

(δ) πᾶσαν κοινοποίησιν ληφθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ 1ου ἄρθρου,

(ε) πᾶσαν κοινοποίησιν ληφθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ 2ου ἄρθρου,

(στ) πᾶσαν δήλωσιν ληφθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ 23ου ἄρθρου,

(ζ) πᾶσαν πληροφορίαν ληφθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ 24ου ἄρθρου,

(η) πᾶσαν ἐπιφύλαξιν διατυπωθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς 1ης παραγράφου τοῦ 25ου ἄρθρου,

(θ) τὴν ἀνανέωσιν πάσης ἐπιφυλάξεως, γενομένην εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς 1ης παραγράφου τοῦ 25ου ἄρθρου,

(ι) τὴν ἀνάκλησιν πάσης ἐπιφυλάξεως, γενομένην εἰς ἐφαρμογὴν τῆς 2ας παραγράφου τοῦ 25ου ἄρθρου,

(ια) πᾶσαν κοινοποίησιν διατυπωθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ 26ου ἄρθρου,

(ιβ) πᾶσαν κοινοποίησιν ληφθεῖσαν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ 27ου ἄρθρου καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ καταγγελία θέλει ἰσχύσῃ.

Εἰς ἔνδειξιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπεγράψαμεν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Στρασβούργῳ σήμερον τὴν 24ην τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου 1967 εἰς Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἰσχυρῶν, εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει κοινοποιήσῃ κεκυρωμένον πιστὸν ἀντίγραφον τοῦ πρωτοτύπου πρὸς ἕνα ἕκαστον τῶν Κρατῶν τῶν ὑπογραψάντων τὴν παροῦσαν ἢ προσχωρούντων πρὸς αὐτήν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΑΥΣΤΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ ΒΕΛΓΙΟΥ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΚΥΠΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς ΔΑΝΙΑΣ
MOGENS WARBERG

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
A. BETTENCOURT

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΟΜΟΣΠΟΝΔΟΥ ΓΕΡΜΑΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ GERHARD JAHN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς ΙΣΛΑΝΔΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
GIORGIO OLIVA

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ΜΕΓΑΛΟΥ ΔΟΥΚΑΤΟΥ τοῦ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ
P. GREGOIRE

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΜΑΛΤΑΣ
PHILIP PULLICINO

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου ΚΑΤΩ - ΧΩΡΩΝ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ
Ἄρθρον 12ον, παράγραφος 3, δὲν θέλει δεσμεύση τὴν Νορβηγίαν.
OLE MYRVOLL

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ τῆς ΣΟΥΗΔΙΑΣ
GUNNAR LANGE

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου ΕΛΒΕΤΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ΤΟΥΡΚΙΚΗΣ Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ΗΝΩΜΕΝΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΝΙΑΣ & ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ
FRED MULLET

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 21 ταύτης καθοριζομένης ἡμέρας.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Μαΐου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΧΡΙΣΤΟΦΟΡΟΣ ΣΤΡΑΤΟΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Μαΐου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ